



## Assemblée générale

Distr. générale  
17 mars 2010  
Français  
Original : espagnol

---

### Soixante-quatrième session

Point 23 de l'ordre du jour

### Question des îles Falkland (Malvinas)

#### **Lettre datée du 15 mars 2010, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un document exposant la position de la République argentine à propos des derniers faits survenus en ce qui concerne la question des îles Malvinas, notamment la mission de bons offices du Secrétaire général (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document de l'Assemblée générale, au titre du point 23 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Jorge Argüello



**Annexe à la lettre datée du 15 mars 2010 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Position de la République argentine à propos des derniers  
faits survenus en ce qui concerne la question des îles Malvinas,  
y compris la mission de bons offices du Secrétaire général**

La République argentine salue le travail accompli par le Secrétaire général dans le cadre de la mission de bons offices que l'Assemblée générale lui a confiée, en vertu du mandat que lui confère la Charte des Nations Unies, et qui est reconduite chaque année par le Comité spécial de la décolonisation. Elle exhorte le Secrétaire général à continuer de s'acquitter de ce mandat afin de trouver une solution au conflit de souveraineté entre l'Argentine et le Royaume-Uni concernant les îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes, et elle l'assure, une fois de plus, qu'elle est pleinement disposée à l'aider dans cette tâche.

Dans le cadre de sa mission, le Secrétaire général a rencontré à plusieurs reprises le Ministre argentin des affaires étrangères pour s'entretenir de la question des îles Malvinas, l'entretien le plus récent ayant eu lieu le 24 février dernier. À cette occasion, l'Argentine a tout particulièrement appelé l'attention sur l'aggravation de la situation dans l'Atlantique Sud résultant des dernières mesures prises unilatéralement par le Royaume-Uni en vue de la prospection d'hydrocarbures dans des zones du plateau continental argentin soumises à l'occupation illégitime britannique.

**Historique**

L'existence d'un conflit de souveraineté est reconnue dans les résolutions 2065 (XX), 3160 (XVIII), 31/49, 37/9, 38/12, 39/6, 40/21, 41/40, 42/19 et 43/25 de l'Assemblée générale, ainsi que dans les résolutions qu'adopte chaque année par consensus le Comité de la décolonisation, et dans lesquelles il déplore que, malgré le large appui international en faveur de négociations entre les Gouvernements de la République argentine et du Royaume-Uni, l'application des résolutions de l'Assemblée générale sur cette question n'ait pas encore commencé, et prie les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de consolider le processus de dialogue et de coopération en cours en reprenant leurs négociations afin de trouver, dans les meilleurs délais, une solution pacifique au conflit de souveraineté touchant la question des îles Malvinas.

L'Argentine, désireuse de créer un climat favorable à la reprise des négociations avec le Royaume-Uni sur le fond de la question, a conclu avec cet État une série d'accords bilatéraux provisoires, dans le cadre de la formule de garantie de la souveraineté.

Parmi ces accords figure la Déclaration commune argentino-britannique du 27 septembre 1995 sur la coopération en matière d'activités en mer dans l'Atlantique Sud-Ouest, qui visait la prospection et l'exploitation d'hydrocarbures. Créée en vertu de cette déclaration, la Commission des hydrocarbures de l'Atlantique Sud-Ouest a tenu huit réunions entre mars 1996 et juillet 2000. Au cours de cette période, le Royaume-Uni, se fondant sur une interprétation abusive

dudit instrument, s'est livré dans ce contexte à des actes unilatéraux, qui ont tous été contestés par l'Argentine. Lors de la dernière réunion de la Commission, les deux parties ont fait état par écrit, dans un communiqué, de la persistance de divergences dans l'interprétation de l'application de ladite déclaration, et sont convenues d'entamer une pause de réflexion pour tenter d'y remédier, renonçant à convoquer la Commission tant qu'une solution n'aurait pas été trouvée.

La principale divergence opposant les deux parties portait sur le champ d'application de la Déclaration conjointe. S'il est vrai qu'aux termes de la Déclaration, celle-ci s'appliquait aux « zones maritimes de l'Atlantique Sud-Ouest faisant l'objet d'un différend sur la souveraineté et la juridiction » (soit la zone des îles Malvinas, de 430 000 kilomètres carrés de superficie, à l'exclusion des îles Géorgie du Sud et Sandwich du Sud), le Royaume-Uni quant à lui cherchait à limiter la collaboration avec notre pays à une « zone de coopération spéciale » créée par l'accord, de 21 000 kilomètres carrés seulement, se réservant le droit d'entreprendre des actes unilatéraux sur le reste de la zone faisant l'objet du conflit.

La Déclaration conjointe de 1995 n'a pas non plus contribué à créer un climat favorable à la reprise de négociations en vue de régler le différend. Au contraire, le Royaume-Uni a voulu se servir de l'accord pour donner à entendre, à tort, que les compagnies pétrolières qui opéreraient illégitimement dans la zone faisant l'objet du conflit échapperaient aux dispositions légales prises par l'Argentine.

Alors que sept années se sont écoulées sans que le Royaume-Uni n'ait manifesté l'intention de régler les divergences d'interprétation susmentionnées, le Gouvernement argentin a décidé, le 27 mars 2007, de dénoncer la Déclaration. Cette décision a reçu l'appui unanime des chefs d'État qui ont participé au premier Sommet sur l'énergie d'Amérique du Sud, appui qui a été recueilli dans la déclaration présidentielle du 17 avril 2007.

Depuis lors, le Royaume-Uni a poursuivi sans interruption ses actes unilatéraux, malgré les protestations, elles aussi répétées, de l'Argentine, et ce en violation de la résolution 31/49 de l'Assemblée générale des Nations Unies, dans laquelle l'Assemblée fait appel aux deux parties au différend pour qu'elles s'abstiennent de recourir à des modifications de la situation pendant que les îles Malvinas passent par le processus de règlement du conflit de souveraineté recommandé par l'ONU, lequel doit être mis en œuvre par la voie de négociations bilatérales.

### **Faits récents**

Le plus récent de ces actes unilatéraux réside dans la nouvelle décision du Royaume-Uni d'autoriser la prospection d'hydrocarbures, c'est-à-dire de ressources naturelles non renouvelables, dans certaines zones du plateau continental argentin qui sont soumises à l'occupation illégitime britannique, décision contre laquelle le Gouvernement argentin a énergiquement protesté, le 2 février dernier (A/64/653).

Par ailleurs, dans le cadre du Sommet de l'unité, qui s'est tenu à Cancún les 22 et 23 février 2010, les chefs d'État et de gouvernement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont réaffirmé leur appui aux droits légitimes de la République argentine dans le conflit de souveraineté qui l'oppose au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ou « question des îles Malvinas », rappelant combien la région tient à ce que les deux Gouvernements reprennent les négociations, en

application des résolutions et déclarations pertinentes de l'ONU et de l'Organisation des États américains.

Pour ce qui est de la prospection illégale d'hydrocarbures dans le plateau continental argentin, les chefs d'État et de gouvernement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont rappelé les dispositions de la résolution 31/49 de l'Assemblée générale des Nations Unies, dans laquelle l'Assemblée « fait appel aux deux parties pour qu'elles s'abstiennent de prendre des décisions impliquant le recours à des modifications unilatérales de la situation pendant que les îles passent par le processus recommandé » par l'Assemblée générale.

Les mesures adoptées par l'Argentine pour faire face au comportement du Royaume-Uni se caractérisent par leur modération, leur prudence et le respect de l'ordre constitutionnel argentin, qui impose de régler ce différend en conformité avec le droit international.

Ces mesures consistent à exiger de tout navire qui entreprend de transiter entre les ports situés sur le territoire continental argentin et ceux situés sur les îles Malvinas, Géorgie du Sud ou Sandwich du Sud, l'obtention préalable de l'autorisation correspondante des autorités argentines compétentes. Dans le même ordre d'idées, des dispositions ont été adoptées pour sanctionner les entreprises qui, directement ou indirectement, se livreront à la prospection ou à l'exploitation d'hydrocarbures sans avoir dûment obtenu l'autorisation des autorités argentines compétentes.

Le Gouvernement argentin réaffirme une fois de plus son ferme appui à la mission de bons offices dont le Secrétaire général continue de s'acquitter dans l'exercice du mandat que lui a conféré l'Assemblée générale dans ses résolutions consacrées à la question des îles Malvinas, et remercie le Secrétariat de l'ONU pour sa précieuse contribution à cet égard. Par ailleurs, il compte que le Royaume-Uni, écoutant les demandes qui lui sont faites dans le cadre dudit mandat, honorera l'obligation qui lui incombe de régler par des voies pacifiques les différends existants, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, ainsi que de respecter les résolutions de l'Assemblée générale consacrées à la question des îles Malvinas, en particulier la résolution 31/49 susmentionnée.

---